

Questions orales

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, encore une fois, je ne comprends absolument pas l'attitude de mon collègue. Premièrement, il a crié, monsieur le Président, pendant de nombreux mois pour que justement le gouvernement assure les contrats aux chantiers maritimes du Québec. Le gouvernement a octroyé ces contrats-là. Les chantiers sont en marche . . .

M. Malépart: En marche?

M. Côté (Langelier): Oui, les chantiers sont en production à l'heure actuelle, monsieur le Président . . .

M. Malépart: Qui travaille dedans?

M. Côté (Langelier): et il appartient encore une fois à la *Marine Industrielles* de déterminer l'échéancier de la réalisation de ces contrats et non pas au gouvernement du Canada. Alors, encore une fois, monsieur le Président, le gouvernement a agi alors que les députés de l'opposition se plaignent.

M. Malépart: Il n'a pas agi! Il y a 5,000 travailleurs qui ne travaillent pas!

[Traduction]

M. le Président: J'attire l'attention des députés sur le fait que la période des questions sera bientôt terminée. Nous avons été retardés par l'éloge funèbre.

* * *

[Français]

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

L'AFFAIRE CLOVERDALE PARK—ON DEMANDE S'IL Y AURA ENQUÊTE

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de la SCHL, et elle a trait à l'affaire Cloverdale Park. Est-ce qu'il y aura une enquête publique ou judiciaire sur cette vente douteuse? Que fait le ministre pour protéger les locataires, surtout ceux et celles qui ont besoin d'un logement à prix modique?

[Traduction]

L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, ce problème nous préoccupe. Je suis allé à Montréal pour rencontrer tous les représentants des citoyens. J'ai écouté leurs doléances. A la suite de cette rencontre et de l'enquête personnelle que nous avons menée, nous avons dit à nos avocats d'entamer des actions en justice pour essayer de redresser ce que nous considérons comme de nombreux torts. Nous ne savons pas ce que cela donnera, bien sûr.

M. le Président: La députée de Broadview—Greenwood a une petite question à poser.

[Français]

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT METTRA FIN AUX TRANSACTIONS QUI VONT À L'ENCONTRE DE L'INTÉRÊT PUBLIC

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je remercie le ministre pour cette action. Est-ce que le ministre entreprendra d'examiner toute cette question des ventes de logements aux sociétés soi-disant à but non lucratif, qui sont en effet des sociétés à but lucratif, ou la vente aux coopératives qui ne sont pas des vraies coopératives? Est-ce qu'il mettra fin à toutes ces transactions qui vont à l'encontre de l'intérêt public?

[Traduction]

L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, les questions de la députée sont pertinentes et elles nous préoccupent tous. C'est la raison pour laquelle nous agissons. Nous voulons savoir ce qui se passe depuis quelques années. Sans ces renseignements, nous ne pouvons pas prendre une décision judicieuse. Espérons que le tribunal approuvera notre requête, qu'il nous donnera accès aux livres et que nous pourrons prendre la décision qui s'impose.

* * *

LES FORCES ARMÉES CANADIENNES

LE RÔLE JOUÉ PAR UN PILOTE D'HÉLICOPTÈRE DANS LE SAUVETAGE DE MARINS RUSSES

M. Bob Hicks (Scarborough—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Pourrait-il préciser à la Chambre les circonstances du sauvetage de 37 marins soviétiques au large de la côte du New Jersey et surtout le rôle joué par le capitaine Hardy, pilote des Forces canadiennes?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le capitaine Rick Hardy, originaire de l'Île-du-Prince-Édouard, est actuellement avec la Garde côtière américaine en vertu d'un échange. Lorsque le navire soviétique a chaviré, le capitaine Hardy, malgré de grands risques personnels, a pu sauver 16 marins soviétiques. Ce geste de bravoure a été reconnu par le président des États-Unis et le capitaine Hardy recevra sa deuxième citation depuis le début de l'échange. C'est un exemple du dévouement d'un si grand nombre de nos membres des forces armées.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Une question, le député de Windsor-Ouest.